



## CHAPITRE 90

## CHAPTER 90

Loi modifiant la charte de la cité de  
Thetford Mines

An Act to amend the charter of the city  
of Thetford Mines

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la cité de Thetford Mines, par sa pétition, a représenté qu'elle a besoin de plus amples pouvoirs pour son administration et pour assurer davantage le bien-être de ses habitants, et à ces fins qu'il est devenu nécessaire de modifier sa charte, la loi 5 Édouard VII, chapitre 48, modifiée par les lois 2 George V, chapitre 68; 11 George V, chapitre 121; 12 George V, chapitre 109; 10 George VI, chapitre 64; 12 George VI, chapitre 59 et 13 George VI, chapitre 85;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
s. 68a, aj.  
pour la  
cité.

**1.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 68 le suivant:

Commis-  
sion spor-  
tive.

**"68a.** Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission sportive, composée de pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil municipal, les qualités requises pour en faire partie.

Durée.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

**W**HEREAS the city of Thetford Mines, Preamble. has, by its petition, represented that it needs more extensive powers for its administration and to better assure the welfare of its citizens, and that for such purposes it has become necessary to amend its charter, the act 5 Edward VII, chapter 48, as amended by the acts 2 George V, chapter 68; 11 George V, chapter 121; 12 George V, chapter 109; 10 George VI, chapter 64; 12 George VI, chapter 59 and 13 George VI, chapter 85; Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 68 the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 68a,  
added, for  
city.

**"68a.** The council is authorized to establish by by-law a sports commission composed of not less than five members and not more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city being, in the opinion of the members of the municipal council, duly qualified to be members thereof.

Sports  
commis-  
sion.

The commission shall be constituted Duration. for such time as the council may determine.

Durée  
d'office.

Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.

Attribu-  
tions, etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Autorisa-  
tion.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil."

The members of such commission shall remain in office during pleasure and serve gratuitously.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by remitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

Any project involving expense of moneys shall be previously approved by the council."

S.R.,  
c. 233,  
a. 70,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**2.** L'article 70 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Serment  
d'office.

"**70.** Avant d'entrer en fonctions, l'officier municipal prête serment suivant la formule 1, de bien et fidèlement remplir les devoirs de sa charge.

Serment  
de discréc-  
tion.

Outre le serment ci-dessus mentionné, le secrétaire-trésorier de la cité et les employés de son bureau, le chef de police de la cité ainsi que tous les constables, et tous autres officiers municipaux qui peuvent en être requis par le conseil, prêtent le serment qui suit:

"Je, A. B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mon emploi. Ainsi Dieu me soit en aide".

**2.** Section 70 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**70.** Before entering into office, every municipal officer shall take oath, according to form 1, to well and faithfully perform the duties of his office.

In addition to the above mentioned oath, the secretary of the city and the employees of his office, the chief of police of the city as well as all the constables, and all other municipal officers who may be so requested by the council, shall take the following oath:

"I, A. B. moreover swear that I will not reveal and will not make known, without being duly authorized thereto, whatsoever I shall have knowledge of in the discharge of my duties. And so help me God".

S.R.,  
c. 233,  
a. 135,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**3.** L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Époque  
de la con-  
fection.

"**135.** Chaque année, avant le premier mars, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

**3.** Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**135.** Prior to the first of March, of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

S.R.,  
c. 233,  
a. 138,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**4.** L'article 138 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

**4.** Section 138 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 138, re-  
placed for  
city.

Liste.

**"138.** Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste.

Comment dressée.

Cette liste est dressée non pas alphabétiquement, mais rue par rue, lot par lot selon l'ordre des numéros dans chaque rue, d'après l'inscription dans les livres de la cité, là où les habitations sont numérotées; et là où elles ne le sont pas, selon l'ordre des numéros de cadastre de chaque rue, en tant que faire se peut.

Signature, etc.

Il signe cette liste et la certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de ses connaissances et croyance, le tout conformément à la formule 2 en autant que faire se peut."

S.R., c. 233, a. 141, remp. pour la cité.

**5.** L'article 141 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Faute du greffier.

**"141.** Si le greffier refuse ou néglige de faire la liste prévue à l'article 138 des électeurs suivant les prescriptions de la loi ou si, en faisant cette liste, il y inscrit ou en omet sciemment des noms qui ne devraient pas être inscrits ou omis, et s'il la remet ainsi après l'avoir attestée sous serment, il est passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois."

S.R., c. 233, a. 143, remp. pour la cité.

**6.** L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Greffier spécial.

**"143.** Si le troisième jour du mois de mars, le greffier n'a pas fait la liste prévue à l'article 138, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, ou la Cour de magistrat, doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste des électeurs prévue à l'article 138."

S.R., c. 233, a. 151, remp. pour la cité.

**7.** L'article 151 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

**"138.** He shall make, for each polling-subdivision, a list of the electors qualified to be entered thereon.

List.

Such list shall not be drawn up alphabetically, but street by street, lot by lot, according to the order of number in each street, in accordance with the entries in the books of the city, where the dwellings bear numbers; and where they are not numbered according to the cadastral numbers of each street, in so far as possible.

How drawn.

He shall sign such list and certify it under oath before a justice of the peace, as correct to the best of his knowledge and belief, the whole according to form 2 in so far as possible."

Signature, etc.

**5.** Section 141 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 141, replaced for city.

**"141.** If the clerk refuse or neglect to make the list mentioned in section 138 of the electors according to law, or if, in making such list, he knowingly enters thereon or omits therefrom names which should not be entered or omitted, and if he thus transmits such list, after having certified the same under oath, he shall be liable to a fine of not more than two hundred dollars, and, in default of payment, to imprisonment for not more than six months."

Fault of clerk.

**6.** Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 143, replaced for city.

**"143.** If, by the third day of the month of March, the clerk has not made the list mentioned in section 138 or has not given or published the notice required by section 139, the judge of the Superior Court for the district, or, in the event of the absence of such judge or of his inability to act, a judge of a neighbouring district, or the Magistrate's Court, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare the list of electors mentioned in section 138."

Special clerk.

**7.** Section 151 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S., c. 233, s. 151, replaced for city.

Examen  
par le  
conseil.

**"151.** Le conseil, en procédant à l'examen de la liste, doit vérifier d'abord si elle a été préparée régulièrement et dresser procès-verbal de cette vérification, puis il prend les demandes écrites en considération, entend les parties intéressées et, s'il le juge nécessaire, reçoit leur preuve sous serment.

Décision.

Par la décision qu'il prend sur chaque demande, le conseil peut confirmer ou corriger la liste; puis, s'il y a lieu, il redivise la liste en conséquence, suivant les arrondissements de votation, en conservant l'ordre des électeurs prévu à l'article 138 dans ces arrondissements."

S.R.,  
c. 233,  
a. 469,  
am. pour  
la cité.

**8.** L'article 469 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 10 de la loi 12 George VI, chapitre 29 est de nouveau modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 9° dudit article, le suivant:

Recom-  
menda-  
tion pour  
faire du  
taxi.

"9°a. La cité est autorisée à passer des règlements pour qu'aucun permis ne soit accordé à des personnes faisant le transport des voyageurs par taxi, sans qu'elles aient obtenu au préalable du chef de police de la cité une recommandation écrite à cet effet;".

S.R.,  
c. 233,  
a. 502a,  
aj. pour la  
cité.

**9.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 502, le suivant:

Avis de  
déména-  
gement.

**"502a.** Tout locataire ou occupant, sujet à la taxe de locataire ou d'occupant, doit donner avis par écrit au secrétaire-trésorier de la cité qu'il abandonne ou quitte un local quelconque sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas, il reste sujet à la taxe tant et aussi longtemps que lui, ses héritiers ou successeurs, n'ont pas donné ledit avis, à moins qu'ils n'apparaissent par la confection d'un nouveau rôle d'évaluation qu'il a effectivement quitté les lieux. Le conseil, après avoir reçu l'avis, et sur preuve suffisante, peut rayer le nom d'un ancien locataire ou occupant et y inscrire celui du nouveau."

Entrée en  
vigueur.

**10.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Examina-  
tion by  
council.

**"151.** The council, when it proceeds to the examination of the list, shall first verify the regularity of the proceedings had in preparing the list, and shall draw up a minute thereof. It shall then take into consideration all the written applications and hear all persons interested, and, if it deems it necessary, their evidence on oath.

Decision.

The council, by its decision on each application, may confirm or correct the list; and shall then, if necessary, make a new division of the list, according to the polling-subdivisions, keeping the order of the electors mentioned in section 138 in each polling-subdivision."

**8.** Section 469 of the Cities and Towns Act, amended by section 10 of the act 12 George VI, chapter 29 is again amended, for the city, by adding after paragraph 9 of the said section, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
city.

"9a. The city is authorized to pass by-laws in order that no licence shall be granted to persons conveying passengers by taxi unless they have previously obtained from the city chief of police a written recommendation to that effect;".

Recom-  
menda-  
tion for  
taxi driv-  
ing.

**9.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 502 the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 502a,  
added for  
city.

**"502a.** Any tenant or occupant subject to the tenant or occupant tax shall give to the secretary-treasurer of the city a written notice that he abandons or leaves premises subject to the tenant or occupant tax. If he does not do so, he shall remain subject to the tax as long as he, his heirs or successors, have not given the said notice, unless it appears by the making of a new valuation roll that he effectively left the place. The council, after it has received the notice, and been given sufficient evidence, may strike out the name of a former tenant or occupant and enter therein the name of the new one."

Notice of  
moving.

**10.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.